



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

Commission des affaires étrangères

2011/0415(COD)

15.6.2012

AMENDEMENTS 25 - 100

Projet de rapport
Elmar Brok
(PE487.763v01-00)

Règles et modalités communes pour la mise en œuvre des instruments pour
l'action extérieure de l'Union

Proposition de règlement
(COM(2011)0842 – C7-0494/2011 – 2011/0415(COD))

AM\904425FR.doc

PE491.141v01-00

FR

Unie dans la diversité

FR

AM_Com_LegReport

Amendement 25
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Considérant 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 bis) Les documents qui définissent les objectifs, les priorités, les résultats escomptés et les dotations financières, au sens large, sont des documents de programmation stratégique. Afin de garantir un contrôle démocratique, une transparence et une participation pleins et entiers au processus d'élaboration, d'adoption et de révision de ces documents, ces derniers devraient être élaborés par le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire en application à l'article 294 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sur la base de l'article 209, paragraphe 1, et de l'article 212, paragraphe 2, du traité FUE.

Or. en

Amendement 26
María Muñoz De Urquiza, Ioan Mircea Pașcu

Proposition de règlement
Considérant 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(3 bis) La mise en œuvre de ces instruments devrait être évaluée sur la base d'indicateurs concrets de performance qui dépendent des objectifs assignés à chaque instrument et tiennent compte des besoins et des conditions prévalant dans chaque pays bénéficiaire; ces indicateurs de performance devraient

notamment couvrir le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le contrôle à suffisance des élections qui doivent être libres, équitables et démocratiques, l'État de droit, l'indépendance de la justice, le contrôle démocratique des formes armées et de sécurité, la protection des minorités, le niveau de corruption, la décentralisation et la démocratie locale, la mesure des disparités économiques internes, notamment le niveau de l'emploi et les progrès vers une justice sociale, la situation de la société civile et l'égalité hommes-femmes.

Or. en

Amendement 27
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Considérant 4

Texte proposé par la Commission

(4) Compte tenu de la nature de **la programmation stratégique ou de l'exécution financière** de ces **actes d'exécution**, en particulier de leurs implications budgétaires, il convient **généralement** de recourir, pour leur adoption, à la procédure d'examen, **excepté pour les mesures dont l'importance financière est limitée**. Toutefois, la Commission devrait adopter des actes d'exécution immédiatement applicables lorsque, dans des cas dûment justifiés nécessitant une réaction rapide de l'Union, des raisons d'urgence impérieuse le requièrent.

Amendement

(4) Compte tenu de la nature de l'exécution financière de ces **programmes d'action annuels ou pluriannuels**, en particulier de leurs implications budgétaires, il convient de **toujours** recourir, pour leur adoption, à la procédure d'examen. Toutefois, la Commission devrait adopter des actes d'exécution immédiatement applicables lorsque, dans des cas dûment justifiés nécessitant une réaction rapide de l'Union, des raisons d'urgence impérieuse le requièrent.

Or. en

Amendement 28
Norica Nicolai

Proposition de règlement
Considérant 4

Texte proposé par la Commission

(4) Compte tenu de la nature de la programmation stratégique ou de l'exécution financière de ces actes d'exécution, en particulier de leurs implications budgétaires, il convient généralement de recourir, pour leur adoption, à la procédure d'examen, excepté pour les mesures dont l'importance financière est limitée. Toutefois, la Commission devrait adopter des actes d'exécution immédiatement applicables lorsque, dans des cas dûment justifiés nécessitant une réaction rapide de l'Union, des raisons d'urgence impérieuse le requièrent.

Amendement

(4) Compte tenu de la nature de la programmation stratégique ou de l'exécution financière de ces actes d'exécution, en particulier de leurs implications budgétaires, il convient généralement de recourir, pour leur adoption, à la procédure d'examen, excepté pour les mesures dont l'importance financière est limitée, ***sauf si lesdites mesures affèrent à des sujets importants pour l'UE***. Toutefois, la Commission devrait adopter des actes d'exécution immédiatement applicables lorsque, dans des cas dûment justifiés nécessitant une réaction rapide de l'Union, des raisons d'urgence impérieuse le requièrent.

Or. en

Amendement 29
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Considérant 4

Texte proposé par la Commission

(4) Compte tenu de la nature de la programmation stratégique ou de l'exécution financière de ces actes d'exécution, en particulier de leurs implications budgétaires, il convient généralement de recourir, pour leur adoption, à la procédure d'examen, excepté pour les mesures dont l'importance financière est limitée. Toutefois, la Commission devrait adopter des actes d'exécution immédiatement applicables

Amendement

(4) Compte tenu de la nature de la programmation stratégique ou de l'exécution financière de ces actes d'exécution, en particulier de leurs implications budgétaires, il convient généralement de recourir, pour leur adoption, à la procédure d'examen, excepté pour les mesures dont l'importance financière est limitée. Toutefois, la Commission devrait adopter des actes d'exécution immédiatement applicables

lorsque, dans des cas dûment justifiés nécessitant une réaction rapide de l'Union, des raisons d'urgence impérieuse le requièrent.

lorsque, dans des cas dûment justifiés nécessitant une réaction rapide de l'Union, des raisons d'urgence impérieuse le requièrent. ***Le Parlement européen devrait en être dûment et rapidement informé. Toutes les mesures adoptées devraient également tenir compte des dispositions pertinentes du règlement (UE) n° [...] du Parlement européen et du Conseil sur les règles financières applicables au budget annuel de l'Union¹ (ci-après le "règlement financier").***

¹ COM(2010)0815.

Or. en

Amendement 30
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Considérant 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 bis) La procédure d'examen devrait toujours être utilisée pour l'adoption de mesures particulières, de mesures spécifiques et de mesures de soutien.

Or. en

Amendement 31
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Considérant 6

Texte proposé par la Commission

Amendement

(6) Pour la mise en œuvre des instruments financiers, lorsque la gestion de l'opération est confiée à un intermédiaire financier, la

(6) Pour la mise en œuvre des instruments financiers, lorsque la gestion de l'opération est confiée à un intermédiaire financier, la

décision de la Commission devrait porter en particulier sur les dispositions concernant le partage des risques, la rémunération de l'intermédiaire chargé de la mise en œuvre, l'utilisation et la réutilisation des fonds et les profits éventuels.

décision de la Commission devrait porter en particulier sur les dispositions concernant le partage des risques, la rémunération de l'intermédiaire chargé de la mise en œuvre, l'utilisation et la réutilisation des fonds et les profits éventuels, ***en tenant compte des dispositions pertinentes du règlement financier. Lorsque les instruments financiers ne sont plus jugés nécessaires, il peut y être mis fin conformément aux conditions fixées dans le présent règlement.***

Or. en

Amendement 32
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Considérant 8

Texte proposé par la Commission

(8) Alors que les besoins de financement de l'aide extérieure de l'Union sont en augmentation, les ressources disponibles pour cette aide sont limitées en raison de la situation économique et budgétaire de l'Union. La Commission doit, dès lors, s'employer à utiliser les ressources disponibles de la manière la plus efficiente, notamment en recourant aux instruments financiers qui ont un effet de levier. ***Le fait de permettre que les*** fonds investis et générés par les instruments financiers ***soient*** utilisés et réutilisés ***renforce cet effet de levier.***

Amendement

(8) La Commission devrait viser à créer des synergies budgétaires entre les mesures nationales, de l'Union, multilatérales et internationales et les instruments existants en évitant tout recoupement potentiel, et doit, dès lors, s'employer à utiliser les ressources disponibles de la manière la plus efficiente sans compromettre l'utilisation juste et équitable des ressources de l'Union, notamment en recourant aux instruments financiers qui ont un effet de levier, permettant ainsi aux fonds investis et générés par les instruments financiers ***d'être*** utilisés et réutilisés ***conformément aux dispositions applicables du règlement financier.***

Or. en

Amendement 33
Franziska Katharina Brantner
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement
Considérant 8 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(8 bis) L'action extérieure menée par l'Union au titre des instruments visés par le présent règlement devrait se traduire par des changements concrets dans les pays bénéficiaires et les pays partenaires. Ces changements devraient faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation sur la base d'indicateurs prédéfinis, précis, transparents et mesurables, adaptés aux spécificités de chaque instrument et de chaque situation.

Or. en

Amendement 34
María Muñoz De Urquiza, Ioan Mircea Pașcu

Proposition de règlement
Considérant 8 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(8 bis) L'action extérieure menée par l'Union au titre des instruments visés par le présent règlement devrait se traduire par des changements concrets dans les pays bénéficiaires et les pays partenaires. Ces changements devraient faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation sur la base d'indicateurs prédéfinis, précis, transparents et mesurables, qui soient adaptés aux spécificités de chaque instrument et fondés sur les objectifs en se référant aux besoins et aux conditions prévalant dans chaque pays bénéficiaire.

Or. en

Amendement 35
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Considérant 8 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(8 bis) Les leviers de l'action extérieure de l'Union que sont les instruments de financement extérieur devraient être guidés par les notions d'égalité, de solidarité et de respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international, d'universalité et d'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de respect de la dignité humaine, de la démocratie, de l'État de droit et de l'engagement formel de résoudre pacifiquement les conflits dans un cadre civil. Les mesures prises au titre de ces instruments devraient donc s'accorder avec ces principes.

Or. en

Amendement 36
Alexander Graf Lambsdorff

Proposition de règlement
Considérant 8 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(8 bis) Afin d'assurer la visibilité de l'aide de l'Union à l'égard des citoyens des pays bénéficiaires et des citoyens européens, il y a lieu d'organiser, le cas échéant, une communication et une information appropriées et ciblées par des moyens appropriés, en tenant dûment compte des spécificités de chaque instrument. Il y a lieu, à cet égard, que la Commission établisse des exigences minimales

appropriées en étroite coopération avec les bénéficiaires, et que le respect de ces exigences fasse l'objet d'un suivi. Ces dispositions ne devraient pas s'appliquer à l'IEDDH où la confidentialité des bénéficiaires est importante.

Or. en

Amendement 37
Kristian Vigenin

Proposition de règlement
Considérant 8 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(8 bis) L'aide financière sous la forme d'une aide budgétaire ne devrait être accordée que s'il existe des garanties adéquates en matière de qualité de la gestion des dépenses publiques, de contrôle démocratique et de capacité de vérification des comptes.

Or. en

Amendement 38
Marian Harkin, Catherine Bearder, Richard Howitt

Proposition de règlement
Considérant 10 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(10 bis) L'ensemble commun de règles et de modalités devrait être conforme tant à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (UNCRPD), qui est entrée en vigueur sur le territoire de l'Union le 22 janvier 2010 en application de la décision 2010/48 du Conseil du 26 novembre 2009 concernant la conclusion, par la Communauté

européenne, de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées¹, qu'à la stratégie européenne en faveur des personnes handicapées².

¹ JO L 23 du 27.1.2010, p. 35.

² COM(2010)0636.

Or. en

Amendement 39
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 1 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Pour l'application du présent règlement, la Commission favorise, dans la mesure du possible et si cela s'avère approprié à la lumière de la nature de l'action, le recours aux procédures les plus flexibles afin de garantir une mise en œuvre effective et efficiente.

Amendement

3. Pour l'application du présent règlement, la Commission favorise, dans la mesure du possible et si cela s'avère approprié à la lumière de la nature de l'action, le recours aux procédures les plus flexibles afin de garantir une mise en œuvre effective et efficiente, *sans compromettre l'utilisation légitime des fonds de l'Union et sans préjudice des pouvoirs de l'autorité budgétaire.*

Or. en

Amendement 40
Franziska Katharina Brantner
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement
Article 1 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. L'Union œuvre à promouvoir, à développer et à consolider les principes de

la démocratie, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur lesquels elle repose, par la voie du dialogue et de la coopération avec les pays et régions partenaires.

Sont intégrées dans tous les programmes les questions transversales suivantes: la promotion des droits de l'homme, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'émancipation des femmes, la non-discrimination, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'enfant et les droits des populations autochtones, l'inclusion sociale et les droits des personnes handicapées, la durabilité environnementale, notamment la lutte contre le changement climatique.

Une attention particulière est accordée au renforcement de l'État de droit, à l'amélioration de l'accès à la justice et au soutien de la société civile, aux échanges et au développement durable, à l'accès aux technologies de l'information et de la communication, à la santé et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la promotion du dialogue, de la participation et de la réconciliation et au renforcement des institutions.

Or. en

Amendement 41
Ana Gomes

Proposition de règlement
Article 1 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. La mise en œuvre du présent règlement accorde une place importante à la promotion et à la protection de l'égalité entre les hommes et les femmes, aux droits des enfants, aux droits des peuples

indigènes, aux droits des personnes handicapées et aux principes tels que l'autonomisation, la participation, la non-discrimination des groupes vulnérables et la responsabilité.

Or. en

Amendement 42
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 2 – paragraphe 1 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

La Commission adopte des programmes d'action annuels ***ou pluriannuels, le cas échéant,*** sur la base des documents ***indicatifs*** de programmation ***mentionnés dans l'instrument applicable.***

Amendement

La Commission adopte des programmes d'action annuels sur la base ***et dans le droit fil*** des documents de programmation ***stratégique visés à l'article 2, paragraphe 1 bis.***

Or. en

Amendement 43
Norica Nicolai

Proposition de règlement
Article 2 – paragraphe 1 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

À titre exceptionnel, notamment lorsqu'un programme d'action n'a pas encore été adopté, la Commission peut, sur la base des documents indicatifs de programmation, adopter des mesures particulières selon les mêmes règles et modalités que pour les programmes d'action.

Amendement

À titre exceptionnel, notamment lorsqu'un programme d'action n'a pas encore été adopté, la Commission peut, sur la base des documents indicatifs de programmation, adopter ***au cas par cas*** des mesures particulières selon les mêmes règles et modalités que pour les programmes d'action.

Or. en

Amendement 44

Franziska Katharina Brantner

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 1 – alinéa 3

Texte proposé par la Commission

En cas de besoins, de situations ou d'obligations ***imprévus*** et dûment ***justifiés***, la Commission peut adopter des mesures spéciales qui ne sont pas prévues dans les documents ***indicatifs*** de programmation. Il est également possible de recourir aux mesures spéciales pour faciliter la transition de l'aide d'urgence vers les opérations de développement à long terme, y compris les mesures visant à mieux préparer les populations à faire face aux crises récurrentes.

Amendement

En cas de circonstances ou d'obligations ***spéciales imprévues*** et dûment ***justifiées***, la Commission peut adopter des mesures spéciales qui ne sont pas prévues dans les documents de programmation ***stratégique***. Il est également possible de recourir aux mesures spéciales pour faciliter la transition de l'aide d'urgence vers les opérations de développement à long terme, y compris les mesures visant à mieux préparer les populations à faire face aux crises récurrentes.

Or. en

Amendement 45

Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Les documents qui définissent les objectifs, les priorités, les résultats escomptés et les dotations financières, au sens large, sont des documents de programmation stratégique.

Ces documents sont élaborés par le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire en application à l'article 294 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sur la base de l'article 209, paragraphe 1, et de l'article 212, paragraphe 2, du

traité FUE.

Or. en

Amendement 46

Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 2 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

Les programmes d'action et les mesures particulières prévues au paragraphe 1 ***pour lesquels l'aide financière de l'Union est supérieure à 10 000 000 EUR et les mesures spéciales pour lesquelles l'aide financière de l'Union est supérieure à 30 000 000 EUR*** sont adoptés conformément à la procédure d'examen ***prévue*** à l'article 15, paragraphe 3.

Amendement

Les programmes d'action et les mesures particulières prévues au paragraphe 1 sont ***toujours*** adoptés conformément à la procédure d'examen ***visée*** à l'article 15, paragraphe 3.

Or. en

Amendement 47

Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 2 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Cette procédure n'est pas requise pour les programmes d'action et les mesures pour lesquels l'aide est inférieure aux seuils susmentionnés, ni pour les modifications non substantielles qui y sont apportées. Les modifications non substantielles sont des adaptations techniques telles que l'extension de la période de mise en œuvre, la réaffectation de crédits à l'intérieur du budget prévisionnel, l'augmentation ou la réduction du budget d'un montant inférieur à 20 % du budget

Amendement

supprimé

initial, pour autant que ces modifications n'affectent pas substantiellement les objectifs de la mesure initiale ou du programme d'action initial. Dans ce cas, les programmes d'action et les mesures, ainsi que leurs modifications non substantielles, sont communiqués au Parlement européen et au Conseil dans le mois qui suit leur adoption.

Or. en

Amendement 48
Franziska Katharina Brantner
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement
Article 2 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Les mesures particulières prévues au paragraphe 1, pour lesquelles l'aide financière de l'Union est supérieure à 10 000 000 EUR, et les mesures spéciales également prévues au paragraphe 1, pour lesquelles l'aide financière de l'Union est supérieure à 20 000 000 EUR, sont adoptées conformément à la procédure consultative visée à l'article 15, paragraphe 2.

Or. en

Amendement 49
Franziska Katharina Brantner
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement
Article 2 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. Pour des raisons d'urgence impérieuse

3. Pour des raisons d'urgence impérieuse

dûment justifiées, telles que des situations de crise, d'après-crise et de fragilité ou des menaces pour la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme ou les libertés fondamentales, la Commission peut adopter des **actes d'exécution** immédiatement applicables, y compris des modifications aux mesures et aux programmes d'action existants, conformément à la procédure prévue à l'article 15, paragraphe 4.

dûment justifiées, telles que des situations de crise, d'après-crise et de fragilité ou des menaces pour la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme ou les libertés fondamentales, la Commission peut adopter des **mesures spéciales** immédiatement applicables, y compris des modifications aux mesures et aux programmes d'action existants, conformément à la procédure prévue à l'article 15, paragraphe 4.

Or. en

Amendement 50

Marian Harkin, Catherine Bearder, Evgeni Kirilov, Richard Howitt

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 bis. Un contrôle adéquat de la mise en œuvre de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées est effectué au niveau du projet, notamment en termes d'accessibilité, de non-discrimination et de soutien aux organisations représentatives des personnes handicapées. L'association des parties prenantes est garantie.

Or. en

Amendement 51

Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a) des études, des réunions, des actions

(a) des études, des réunions, des actions

d'information, de sensibilisation, de formation et de publication et toute autre dépense administrative ou d'assistance technique nécessaire à la gestion des actions,

d'information, de sensibilisation, de formation, ***de préparation, d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques*** et de publication, et toute autre dépense administrative ou d'assistance technique nécessaire à la gestion des actions,

Or. en

Amendement 52
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 3 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) des études, des réunions, des actions d'information, de sensibilisation, de formation et de publication et toute autre dépense administrative ou d'assistance technique nécessaire à la gestion des actions,

Amendement

(a) des études, des réunions, des actions d'information, de sensibilisation, de formation et de publication et toute autre dépense administrative ou d'assistance technique nécessaire à la gestion des actions ***purement civiles***,

Or. en

Amendement 53
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 3 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) des dépenses liées aux actions d'information et de communication, y compris la communication interne des priorités politiques de l'Union.

Amendement

(c) des dépenses liées aux actions d'information et de communication, y compris ***l'élaboration stratégies de communication et*** la communication interne des priorités politiques de l'Union.

Or. en

Amendement 54
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 3 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Les mesures de soutien peuvent être financées en dehors du cadre des documents indicatifs de programmation. S'il y a lieu, la Commission adopte des mesures de soutien conformément à la procédure *consultative* prévue à l'article 15, *paragraphe 2*.

Amendement

3. Les mesures de soutien peuvent être financées en dehors du cadre des documents indicatifs de programmation. S'il y a lieu, la Commission adopte des mesures de soutien conformément à la procédure *d'examen* prévue à l'article 15, *paragraphe 3*.

Or. en

Amendement 55
Marian Harkin, Catherine Bearder, Evgeni Kirilov, Richard Howitt

Proposition de règlement
Article 3 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Les mesures de soutien garantissent le respect des critères d'accessibilité des personnes handicapées.

Or. en

Amendement 56
Rosa Estaràs Ferragut, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Richard Howitt

Proposition de règlement
Article 3 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Les mesures de soutien garantissent le respect des critères d'accessibilité des personnes handicapées.

Justification

The European Union concluded the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (UNCRPD) on 23rd December 2012 and it entered into force for the European Union in January 2011. The conclusion of this Convention means a change in the way that the main policies of the European Union are addressed since the Human Rights approach to disability has to be now a priority of all actions. There are a number of articles in the UNCRPD of utmost importance for the European external action. In particular for this new article is Article 9 on Accessibility which is also linked to Article 32 on International Cooperation. Other important regulations such as the General Regulation for the Structural Funds have included accessibility for people with disabilities as a horizontal criteria. It will be a contradiction for the EU that it preserves accessible criteria for built environment, information, ICT, and so on inside the borders of the European Union while promoting barriers for disabled people outside the EU. It will be also in contradiction with legal obligations coming from the UN CRPD

Amendement 57**Mario Mauro****Proposition de règlement****Article 3 bis (nouveau)***Texte proposé par la Commission**Amendement**Article 3 bis*

Outre la garantie accordée par l'Union européenne pour les prêts que la Banque européenne d'investissement (BEI) octroie aux pays tiers, toutes les possibilités d'associer, le cas échéant, les financements prévus par l'instrument mis en place par le présent règlement à la capacité de prêt de la BEI à travers des mécanismes financiers innovants (mécanismes combinés) sont étudiées; il en va de même pour les possibilités de développer la coopération avec la BEI.

Amendement 58
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

(d) *contributions aux fonds fiduciaires créés par la Commission;*

supprimé

Or. en

Amendement 59
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

(e) instruments financiers tels que prêts, garanties, participations *ou quasi-participations*, et instruments avec participation aux risques, éventuellement associés à des subventions;

(e) instruments financiers tels que prêts, garanties, *investissements ou* participations et instruments avec participation aux risques, éventuellement associés à des subventions;

Or. en

Amendement 60
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point f

Texte proposé par la Commission

Amendement

(f) actionnariats *ou prises de participation* dans des institutions financières internationales, y compris les banques de développement régional.

(f) actionnariats dans des institutions financières internationales, y compris les banques de développement régional.

Or. en

Amendement 61
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point f

Texte proposé par la Commission

(f) actionnariats ou prises de participation dans des institutions financières internationales, y compris les banques de développement régional.

Amendement

(f) actionnariats ou prises de participation dans des institutions financières internationales, y compris les banques de développement régional ***mais à l'exclusion des banques centrales des États membres.***

Or. en

Amendement 62
Marian Harkin, Catherine Bearder, Richard Howitt

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point f bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(f bis) subventions globales susceptibles de garantir l'émergence de petits projets dédiés à des groupes vulnérables.

Or. en

Amendement 63
Rosa Estaràs Ferragut, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Richard Howitt

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point f bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(f bis) subventions globales susceptibles de garantir l'émergence de petits projets dédiés à des groupes vulnérables.

Justification

Le mécanisme des subventions globales est utilisé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de cohésion dans l'UE. C'est un mécanisme fondamental permettant aux petites organisations de la société civile et des autres parties prenantes d'accéder aux financements et de ne pas limiter les bénéficiaires aux seules grandes entreprises privées ou autorités régionales. Cette approche est conforme à la volonté de garantir la participation de la société civile à la mise en œuvre des actions extérieures.

Amendement 64

María Muñoz De Urquiza, Ioan Mircea Pașcu

Proposition de règlement

Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

L'aide financière sous la forme d'une aide budgétaire, telle que prévue au paragraphe 1, alinéa 1, point c), accordée conformément à l'article XXX du règlement (CE) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes¹, est conditionné à des objectifs mesurables et précis, à des critères de performance et à des normes de contrôle transparentes, fiables et efficaces afin de garantir une utilisation efficiente de ce type d'aide. Avant d'approuver toute décision de financement, la Commission obtient la garantie du gouvernement du pays partenaire que celui-ci a mis en place un contrôle parlementaire national et développé des capacités de vérification des comptes, avec notamment l'accès public aux informations. L'Union aide les pays qui ne disposent pas de ces capacités à les mettre en place et à créer, entre-temps, un système provisoire équivalent offrant à l'UE la garantie que les sommes octroyées ont été dépensées de manière transparente

et efficace.

¹ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

Or. en

Amendement 65

Norica Nicolai

Proposition de règlement

Article 4 – paragraphe 1 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

L'aide financière de l'Union peut également être fournie, conformément au règlement financier, au moyen de contributions à des fonds régionaux, nationaux ou internationaux, tels que ceux institués ou gérés par la Banque européenne d'investissement, des organisations internationales, des États membres de l'UE **ou** des pays et régions partenaires, afin d'attirer les financements conjoints de plusieurs donateurs, ou à des fonds établis par un ou plusieurs donateurs pour la mise en œuvre conjointe de projets.

Amendement

L'aide financière de l'Union peut également être fournie, conformément au règlement financier, au moyen de contributions à des fonds régionaux, nationaux ou internationaux, tels que ceux institués ou gérés par la Banque européenne d'investissement, des organisations **nationales et** internationales, des États membres de l'UE, des pays et régions partenaires **ou des groupements transnationaux d'acteurs publics et privés**, afin d'attirer les financements conjoints de plusieurs donateurs, ou à des fonds établis par un ou plusieurs donateurs pour la mise en œuvre conjointe de projets; **il convient de tenir dûment compte de ces dispositions dans le cadre du contrôle financier qui incombe au Parlement.**

Or. en

Amendement 66

Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement

Article 4 – paragraphe 1 bis (nouveau)

1 bis. L'aide financière octroyée sous la forme de l'appui budgétaire visé au point c) est dépensée pour poursuivre les objectifs de développement du Millénaire et n'est pas guidée par des intérêts politiques ou géostratégiques de l'Union. Son efficacité se mesure sur la base de critères locaux qu'il convient d'élaborer et de définir en coopération aussi étroite que possible avec le pays bénéficiaire et son gouvernement, en consultation avec un large pan de la société civile. Elle doit être entérinée par les parlements nationaux. Dans un souci de responsabilité mutuelle, la société civile et les parlementaires doivent être associés à chaque étape de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des mesures de soutien budgétaire.

Or. en

Amendement 67
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Les types de financement prévus au paragraphe 1 et à l'article 6, paragraphe 1, ainsi que les modes d'exécution prévus au paragraphe 3, sont choisis en fonction de leur capacité à atteindre les objectifs spécifiques des actions, en tenant compte notamment des coûts des contrôles, de la charge administrative et des risques probables de non-respect. Pour les subventions, il convient de tenir compte du recours à des montants forfaitaires, à des taux forfaitaires et à des barèmes de coûts unitaires.

Amendement

4. Les types de financement prévus au paragraphe 1 et à l'article 6, paragraphe 1, ainsi que les modes d'exécution prévus au paragraphe 3, sont choisis en fonction de leur capacité à atteindre les objectifs spécifiques des actions, en tenant compte notamment des coûts des contrôles, de la charge administrative et des risques probables de non-respect. Pour les subventions, il convient de tenir compte du recours à des montants forfaitaires, à des taux forfaitaires et à des barèmes de coûts unitaires, ***et tant les emprunts que les subventions sont notamment exonérés***

*d'intérêts ou, au moins, assujettis à un
taux d'intérêt fixe le plus bas possible.*

Or. en

Amendement 68
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 6 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

*(c) contributions aux coûts nécessaires à
la mise en place et à la gestion d'un
partenariat public-privé;*

supprimé

Or. en

Amendement 69
Marian Harkin, Catherine Bearder, Richard Howitt

Proposition de règlement
Article 4 – paragraphe 6 – point e bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

*(e bis) participation de la société civile,
notamment des organisations
représentatives des personnes
handicapées, comme énoncé à l'article 4,
paragraphe 3, de la convention des
Nations unies relative aux droits des
personnes handicapées; il convient de
développer la mise en place des capacités
pour garantir pleinement cette
participation.*

Or. en

Amendement 70

Franziska Katharina Brantner

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point b – partie introductive

Texte proposé par la Commission

(b) au titre de l'ICD ***et de l'IdS***, dans des cas exceptionnels, des programmes sectoriels et généraux de soutien aux importations, qui peuvent prendre la forme:

Amendement

(b) au titre de l'ICD, dans des cas exceptionnels, des programmes sectoriels et généraux de soutien aux importations, qui peuvent prendre la forme:

Or. en

Amendement 71

Alexander Graf Lambsdorff

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) au titre de l'IEDDH, attribution directe de:

(i) subventions de faible montant aux défenseurs des droits de l'homme pour le financement d'actions de protection d'urgence;

(ii) subventions destinées à financer des actions dans les conditions les plus difficiles ou les situations visées à l'article 2, paragraphe 4, de l'IEDDH, lorsque la publication d'un appel à propositions serait inappropriée. Ces subventions n'excèdent pas 2 000 000 EUR et leur durée est de maximum 18 mois, prorogeable de six mois supplémentaires en cas de survenue d'obstacles objectifs et imprévus à leur mise en œuvre.

***(iii) subventions destinées:
au Haut Commissariat des Nations unies***

Amendement

supprimé

aux droits de l'homme;

au Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation qui propose un master européen en droits de l'homme et démocratisation et un programme de bourses UE-Nations unies, ainsi qu'à son réseau associé d'universités qui propose des diplômes post-universitaires en droits de l'homme, pleinement accessibles aux ressortissants de pays tiers.

Or. en

Justification

Ces dispositions particulières ont été ajoutées au règlement relatif à l'IDDH et ne doivent donc pas être reprises dans ce règlement.

Amendement 72

Franziska Katharina Brantner

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point c – sous-point ii

Texte proposé par la Commission

(ii) subventions destinées à financer des actions dans les conditions les plus difficiles ou les situations visées à l'article 2, paragraphe 4, de l'IEDDH, lorsque la publication d'un appel à propositions serait inappropriée. Ces subventions n'excèdent pas 2 000 000 EUR et leur durée est de maximum 18 mois, prorogeable de six mois supplémentaires en cas de survenue d'obstacles objectifs et imprévus à leur mise en œuvre.

Amendement

(ii) subventions destinées à financer des actions dans les conditions les plus difficiles ou les situations visées à l'article 2, paragraphe 4, de l'IEDDH, ***ainsi qu'à l'article 1, paragraphe 2, points a) et b), de l'IdS***, lorsque la publication d'un appel à propositions serait inappropriée. Ces subventions n'excèdent pas 2 000 000 EUR et leur durée est de maximum 18 mois, prorogeable de six mois supplémentaires en cas de survenue d'obstacles objectifs et imprévus à leur mise en œuvre.

Or. en

Amendement 73

Andrzej Grzyb, Paweł Robert Kowal, Marek Siwiec

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c bis) au titre de l'IEV, de l'IdS et de l'IP, les subventions destinées au Fonds européen pour la démocratie.

Or. en

Amendement 74

Elmar Brok

Proposition de règlement

Article 7 – paragraphe 2 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

La Commission et la Cour des comptes disposent d'un pouvoir d'audit, sur pièces et sur place, à l'égard des bénéficiaires de subventions, contractants et sous-traitants et autres tiers qui ont reçu des fonds de l'Union.

La Commission et la Cour des comptes disposent, ***selon les accords passés avec les institutions internationales concernées***, d'un pouvoir d'audit ***ou de vérification***, sur pièces et sur place, à l'égard des bénéficiaires de subventions, contractants et sous-traitants et autres tiers qui ont reçu des fonds de l'Union.

Or. en

Amendement 75

Norica Nicolai

Proposition de règlement

Article 7 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. La Commission veille à ce que les antécédents avérés de corruption, de fraude ou d'utilisation abusive des

financements dans un État ou dans un territoire donné n'empêchent pas ni ne dissuadent à l'avenir des entités semblables d'accéder, au cas par cas, aux aides fournies par les instruments financiers de l'UE et d'en bénéficier, sous réserve que des actions de nature répressive et des mesures de vérification appropriées aient été prises pour renforcer les contrôles liés à l'exécution des actions financées.

Or. en

Amendement 76
Elmar Brok

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. La participation aux procédures de passation de marchés, aux procédures d'octroi de subventions et aux autres procédures d'attribution pour des actions financées au titre du présent règlement au profit de tiers est ouverte à toutes les personnes physiques ressortissantes d'un pays admissible tel que défini pour les besoins de l'instrument applicable dans les articles suivants du présent titre et à toutes les personnes morales **qui** y sont effectivement établies, ainsi qu'aux organisations internationales.

Amendement

1. La participation aux procédures de passation de marchés, aux procédures d'octroi de subventions et aux autres procédures d'attribution pour des actions financées au titre du présent règlement au profit de tiers est ouverte à toutes les personnes physiques ressortissantes d'un pays admissible tel que défini pour les besoins de l'instrument applicable dans les articles suivants du présent titre et à toutes les personnes morales, **notamment les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales sans but lucratif et les fondations politiques indépendantes, les organisations locales et les agences, institutions et organisations du secteur privé sans but lucratif, et leurs réseaux, opérant au niveau local, national, régional et international, dès lors qu'elles** y sont effectivement établies, ainsi qu'aux organisations internationales.

Or. en

Amendement 77
Elmar Brok

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Dans des cas exceptionnels dûment justifiés concernant le renforcement de la démocratie et de l'État de droit ainsi que le respect des droits de l'homme, les subventions sont également ouvertes aux entités qui sont dépourvues de la personnalité juridique au regard du droit national applicable, pour autant que leurs représentants aient la capacité de prendre des engagements juridiques pour le compte de l'entité et offrent une garantie de protection des intérêts financiers de l'Union équivalente à celle offerte par des personnes morales.

Or. en

Amendement 78
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Dans le cas d'actions cofinancées avec un partenaire ou mises en œuvre par l'intermédiaire d'un des organismes investis dans le cadre d'une gestion indirecte ou d'un fonds fiduciaire institué par la Commission conformément au règlement financier, les pays admissibles en vertu des règles de cet organisme, telles que définies dans les accords conclus avec l'organisme de cofinancement ou de mise en œuvre ou établies dans l'acte

supprimé

constitutif du fonds fiduciaire, sont admissibles quelles que soient les règles spécifiques prévues dans les articles suivants. L'organisme de cofinancement ou de mise en œuvre convient en outre d'appliquer les règles d'admissibilité énoncées dans le présent article, ainsi que spécifié dans ces mêmes accords.

Or. en

Amendement 79
Franziska Katharina Brantner
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Les dispositions ci-dessus sont sans préjudice de la participation des catégories d'organisations admissibles de par leur nature ou leur situation géographique, au regard des objectifs de l'action mise en œuvre.

Or. en

Amendement 80
Norica Nicolai

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. Toutes les fournitures et tous les produits achetés dans le cadre d'un marché public ou en vertu d'une convention de subvention, et financés au titre du présent règlement proviennent d'un pays admissible. ***Ils peuvent néanmoins provenir de tout pays où*** le recours à la

4. Toutes les fournitures et tous les produits achetés dans le cadre d'un marché public ou en vertu d'une convention de subvention, et financés au titre du présent règlement proviennent d'un pays admissible. ***Toutefois, cette disposition ne s'applique pas si*** le recours à la procédure

procédure négociée concurrentielle est autorisé. Aux fins du présent règlement, le terme "origine" est défini dans la législation de l'Union applicable aux règles d'origine à des fins douanières.

négociée concurrentielle, ***qu'il convient de promouvoir***, est autorisé. Aux fins du présent règlement, le terme "origine" est défini dans la législation de l'Union applicable aux règles d'origine à des fins douanières.

Or. en

Amendement 81
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 8

Texte proposé par la Commission

8. Les soumissionnaires, demandeurs et candidats auxquels ont été attribués des marchés respectent la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux ainsi que les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international.

Amendement

8. Les soumissionnaires, demandeurs et candidats auxquels ont été attribués des marchés respectent la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux ainsi que les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international, ***les notions d'égalité, de solidarité et de respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international, d'universalité et d'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de respect de la dignité humaine.***

Or. en

Amendement 82
Marian Harkin, Catherine Bearder, Evgeni Kirilov, Richard Howitt

Proposition de règlement
Article 8 – paragraphe 8

Texte proposé par la Commission

8. Les soumissionnaires, demandeurs et candidats auxquels ont été attribués des

Amendement

8. Les soumissionnaires, demandeurs et candidats auxquels ont été attribués des

marchés respectent la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux *ainsi que* les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international.

marchés respectent la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux, les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international *ainsi que les principes de non-discrimination et d'accessibilité des personnes handicapées.*

Or. en

Amendement 83

Rosa Estaràs Ferragut, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Richard Howitt

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 8

Texte proposé par la Commission

8. Les soumissionnaires, demandeurs et candidats auxquels ont été attribués des marchés respectent la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux *ainsi que* les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international.

Amendement

8. Les soumissionnaires, demandeurs et candidats auxquels ont été attribués des marchés respectent la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux, les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international *ainsi que les principes de non-discrimination et d'accessibilité des personnes handicapées.*

Or. en

Justification

The European Union concluded the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (UNCRPD) on 23rd December 2012 and it entered into force for the European Union in January 2011. The conclusion of this Convention means a change in the way that the main policies of the European Union are addressed since the Human Rights approach to disability has to be now a priority of all actions. There are a number of articles in the UNCRPD of utmost importance for the European external action. In particular for this new article is Article 9 on Accessibility which is also linked to Article 32 on International Cooperation. Other important regulations such as the General Regulation for the Structural Funds have included accessibility for people with disabilities as a horizontal criteria. It will be a contradiction for the EU that it preserves accessible criteria for built environment, information, ICT, and so on inside the borders of the European Union while promoting

barriers for disabled people outside the EU. It will be also in contradiction with legal obligations coming from the UN CRPD

Amendement 84

Alexander Graf Lambsdorff

Proposition de règlement

Article 11 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. En vertu de l'IEDDH, les organismes et les acteurs ci-après sont admissibles à un financement conformément à l'article 4, paragraphe 1, et à l'article 6, paragraphe 1, point c):

supprimé

(a) les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales sans but lucratif et les fondations politiques indépendantes, les organisations locales et les agences, institutions et organisations du secteur privé sans but lucratif, ainsi que leurs réseaux, opérant aux niveaux local, national, régional et international;

(b) les organisations sans but lucratif du secteur public, les institutions, organisations et réseaux opérant aux niveaux local, national, régional et international;

(c) les organes parlementaires nationaux, régionaux et internationaux, lorsque cela est nécessaire pour réaliser les objectifs de l'instrument et lorsque la mesure proposée ne peut être financée par un autre instrument d'aide extérieure de l'Union;

(d) les organisations intergouvernementales régionales et internationales;

(e) les personnes physiques, les entités sans personnalité juridique et, dans les cas exceptionnels et dûment justifiés, les autres organes et acteurs non cités dans le

présent paragraphe, lorsque cela est nécessaire pour réaliser les objectifs de l'instrument.

Or. en

Justification

Ces dispositions particulières ont été ajoutées au règlement relatif à l'IDDH et ne doivent donc pas être reprises dans ce règlement.

Amendement 85

Franziska Katharina Brantner
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de règlement

Article 11 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. En vertu de l'IEDDH, les organismes et les acteurs ci-après sont admissibles à un financement conformément à l'article 4, paragraphe 1, et à l'article 6, paragraphe 1, point c):

Amendement

2. En vertu de l'IEDDH *et de l'IdS*, les organismes et les acteurs ci-après sont admissibles à un financement conformément à l'article 4, paragraphe 1, et à l'article 6, paragraphe 1, point c):

Or. en

Amendement 86

Sabine Lösing

Proposition de règlement

Article 11 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. En vertu de l'IEDDH, les organismes et les acteurs ci-après sont admissibles à un financement conformément à l'article 4, paragraphe 1, *et à l'article 6, paragraphe 1, point c):*

Amendement

2. En vertu de l'IEDDH, les organismes et les acteurs ci-après sont admissibles à un financement conformément à l'article 4, paragraphe 1:

Or. en

Amendement 87
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 11 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales sans but lucratif et les fondations *politiques* indépendantes, les organisations locales *et* les *agences*, institutions et organisations *du secteur privé sans but lucratif*, ainsi que leurs réseaux, opérant aux niveaux local, national, régional et international;

Amendement

(a) les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales sans but lucratif et les fondations indépendantes, les organisations locales, les institutions et organisations, ainsi que leurs réseaux, opérant aux niveaux local, national, régional et international;

Or. en

Amendement 88
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 11 – paragraphe 2 – point e

Texte proposé par la Commission

(e) les personnes physiques, *les entités sans personnalité juridique et, dans les cas exceptionnels et dûment justifiés, les autres organes et acteurs non cités dans le présent paragraphe, lorsque cela est nécessaire pour réaliser les objectifs de l'instrument.*

Amendement

(e) les personnes physiques

Or. en

Amendement 89
María Muñoz De Urquiza, Ioan Mircea Pașcu

Proposition de règlement
Article 12 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. La Commission contrôle et revoit régulièrement ses actions et évalue les résultats de la mise en œuvre des politiques et des actions sectorielles, ainsi que l'efficacité de la programmation, s'il y a lieu au moyen d'évaluations externes indépendantes, afin de s'assurer que les objectifs ont été atteints et de pouvoir formuler des recommandations en vue d'améliorer les actions futures.

Amendement

1. La Commission contrôle et revoit régulièrement ses actions et évalue les résultats de la mise en œuvre des politiques et des actions sectorielles, ainsi que l'efficacité de la programmation, s'il y a lieu au moyen d'évaluations externes indépendantes, afin de s'assurer que les objectifs ont été atteints et de pouvoir formuler des recommandations en vue d'améliorer les actions futures. ***Ces évaluations, menées sur la base d'indicateurs prédéfinis, propres au pays, précis, transparents et mesurables, sont transmises au Parlement européen et au Conseil. Les propositions faites par le Parlement européen ou le Conseil concernant des évaluations externes indépendantes sont dûment prises en compte.***

Or. en

Amendement 90
Norica Nicolai

Proposition de règlement
Article 12 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. La Commission transmet, pour information, ses rapports d'évaluation au Parlement européen et au Conseil. Les États membres peuvent demander que les comités visés à l'article 15 examinent certaines évaluations. Il est tenu compte des résultats de ces examens pour l'élaboration des programmes et l'affectation des ressources.

Amendement

2. La Commission transmet, pour information, ses rapports d'évaluation au Parlement européen et au Conseil. Les États membres ***ou le Parlement*** peuvent demander que les comités visés à l'article 15 examinent certaines évaluations. Il est tenu compte des résultats de ces examens pour l'élaboration des programmes et l'affectation des ressources.

Or. en

Amendement 91
Norica Nicolai

Proposition de règlement
Article 12 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission associe, dans une mesure appropriée, tous les acteurs concernés à la phase d'évaluation de l'aide de l'Union fournie en vertu du présent règlement.

Amendement

3. La Commission associe, dans une mesure appropriée, tous les acteurs concernés, ***notamment les États membres***, à la phase d'évaluation de l'aide de l'Union fournie en vertu du présent règlement.

Or. en

Amendement 92
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 13 – titre

Texte proposé par la Commission

Rapport biennal

Amendement

(Ne concerne pas la version française.)

Or. en

Amendement 93
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 13 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le rapport biennal contient, pour ***l'année précédente***, des informations sur les mesures financées, sur les résultats des activités de suivi et d'évaluation, sur l'engagement des partenaires concernés et sur l'exécution des engagements

Amendement

2. Le rapport biennal contient, pour ***les deux années précédentes***, des informations sur les mesures financées, sur les résultats des activités de suivi et d'évaluation, sur l'engagement des partenaires concernés et sur l'exécution des engagements

budgétaires et des crédits de paiement. Il évalue les résultats de l'aide financière de l'Union au moyen, dans la mesure du possible, d'indicateurs spécifiques et mesurables concernant la contribution de l'aide à la réalisation des objectifs des instruments.

budgétaires et des crédits de paiement. Il évalue les résultats de l'aide financière de l'Union au moyen, dans la mesure du possible, d'indicateurs spécifiques et mesurables concernant la contribution de l'aide à la réalisation des objectifs des instruments, **y compris le développement économique et les droits de l'homme.**

Or. en

Amendement 94
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 13 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le rapport biennal contient, pour l'année précédente, des informations sur les mesures financées, sur les résultats des activités de suivi et d'évaluation, sur l'engagement des partenaires concernés et sur l'exécution des engagements budgétaires et des crédits de paiement. Il évalue les résultats de l'aide financière de l'Union au moyen, dans la mesure du possible, d'indicateurs spécifiques et mesurables concernant la contribution de l'aide à la réalisation des objectifs des instruments.

Amendement

(Ne concerne pas la version française.)

Or. en

Amendement 95
Norica Nicolai

Proposition de règlement
Article 13 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Ces rapports biennaux sont, pour la

*Commission, des outils probants de suivi
qui lui permettent de proposer des
recommandations et des évaluations
concrètes visant à améliorer et à réformer
en continu la mise en œuvre des
instruments financiers de l'UE.*

Or. en

Amendement 96

Marian Harkin, Catherine Bearder, Richard Howitt

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

*1 bis. Rapport sur les actions en faveur
des droits de l'homme et notamment de la
société civile, ainsi que sur la mise en
œuvre de la convention des Nations unies
relative aux droits des personnes
handicapées*

Or. en

Amendement 97

Ana Gomes

Proposition de règlement

Article 14 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 14 bis

Association de la société civile

*1. Chaque fois que possible, la
Commission et notamment les délégations
de l'Union dans les pays bénéficiaires
prennent en compte, de manière
transparente et vérifiable et au moyen
d'une procédure institutionnalisée, les
positions exprimées par les organisations*

de la société civile dans le cadre du processus de programmation et garantissent que des mesures adéquates sont prises pour renforcer la capacité des organisations de la société civile, notamment de leur base, à jouer un rôle significatif dans ce processus.

2. Les organisations de la société civile ont également la possibilité de présenter des observations écrites.

3. Les représentants de la société civile participent, en l'absence de conflit d'intérêt direct, aux commissions d'évaluation des appels d'offres et aux évaluations des projets.

4. Aux fins du présent article, les organisations de la société civile sont sélectionnées sur la base de critères transparents et objectifs.

Or. en

Amendement 98
Alexander Graf Lambsdorff

Proposition de règlement
Article 15 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Un observateur de la BEI participe aux travaux du comité pour les questions qui concernent la BEI.

Or. en

Amendement 99
Sabine Lösing, Willy Meyer

Proposition de règlement
Article 16 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le rapport est présenté au Parlement européen et au Conseil accompagné, *s'il y a lieu*, de propositions législatives introduisant les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux instruments.

Amendement

2. Le rapport est présenté au Parlement européen et au Conseil accompagné de propositions législatives introduisant les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux instruments.

Or. en

Amendement 100
Nadezhda Neynsky

Proposition de règlement
Article 16 – paragraphe 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

5 bis. Au plus tard le 31 décembre 2017, la Commission rédige un document contenant les informations consolidées sur tous les financements régis par le présent règlement et tous les financements extérieurs au sens large, que l'on ne peut limiter aux financements relevant de la rubrique 4, et présentant, entre autres, une répartition des dépenses par pays bénéficiaire, domaine général d'utilisation des fonds, utilisation des instruments financiers, engagements et paiements, et niveau de participation des partenaires.

Or. en